



Le ministre Yves Bolduc croit possible de réduire les dépenses du réseau de la santé de 730 millions de dollars en trois ans grâce à la méthode Toyota. On ne réduira que les coûts administratifs et les soins ne seront pas touchés, jure-t-il.

Mathieu Boivin

boivinm@ruefrontenac.com

En conférence de presse jeudi, le ministre de la Santé a soumis que l'effort de retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014 l'obligeait à restreindre à 5% la croissance des dépenses de son ministère, alors que la hausse moyenne a été de 5,8% depuis 2003-2004. Au net, il lui faut économiser 727M\$ au fil des trois prochains exercices financiers.

«Sans faire une promesse à 100%, on peut dire qu'on a de grandes chances d'atteindre nos objectifs budgétaires en diminuant nos coûts administratifs», a-t-il déclaré. M. Bolduc a soutenu que les soins à la population ne seraient pas affectés, mais aussi que «la charge de travail respectera la capacité des ressources humaines».

La plus grande part des compressions — 270M\$ par l'amélioration de l'efficacité dans la

dispensation des services» — serait obtenue par l'application de la méthode LEAN, un synonyme de l'approche Toyota chère aux yeux du ministre Bolduc. «C'est une façon d'améliorer les services par le "juste à temps" et l'élimination du gaspillage», a-t-il dit.

Le ministre a fait valoir que l'application de la méthode LEAN-Toyota avait permis à l'hôpital Pierre-Boucher d'augmenter de 9 à 14 le nombre de cataractes soignées par jour, sans augmenter le personnel ni le temps opératoire. «Au niveau du personnel, c'est que les gens le plus près de l'action prennent les décisions», a-t-il précisé.

L'autre élément le plus significatif des économies envisagées réside dans la baisse du prix des médicaments génériques, que l'État ne paierait plus qu'à 25% du prix du médicament original correspondant plutôt qu'à 50% actuellement. Le ministre croit qu'il sera par là possible de ré-

duire les coûts de quelque 190M\$.

Par ailleurs, M. Bolduc entend «regrouper des services», «revoir des processus», «optimiser des services de soutien» et «revoir les mandats des différents paliers», en plus de ne remplacer qu'un seul cadre retraité sur deux, pour rogner quelque 100M\$ sur la facture des secteurs administratifs.

Il veut aussi retrancher 7M\$ grâce aux technologies de l'information et 100M\$ au moyen d'économies d'échelle liées à des achats en commun, la standardisation des fournitures et l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement. «On va revoir nos façons de faire et on va réaliser nos économies», a martelé le ministre au fil de sa présentation PowerPoint.

Notons que le budget global du ministère de la Santé du Québec avoisine les 30 milliards de dollars annuellement. Le nombre de cadres équivalait à environ 5% de l'effectif du réseau, tandis que les dépenses de type «administratif» correspondent à environ 6% de l'enveloppe globale.

EN MANCHETTES

Actualités | Yves Chartrand

National a joué aux «espions» pour la SAAQ

Décidément, la firme National décroche de drôles de petits contrats juteux de la part d'organismes parapublics. Après un «discours» de 175 mots pour le ministre Clément Gignac qui a coûté 6 329 \$, la firme de relations publiques a touché 6 000 \$ de la part de la Société de l'assurance automobile du Québec...

SUITE PAGE 3

Spectacles | Claude Giguère

Pétition contre Charest Paul Piché donne une chanson

Paul Piché a fait une sortie publique aujourd'hui, encourageant les citoyens du Québec à continuer de signer la pétition demandant la démission de Jean Charest.

SUITE PAGE 5

Sports | Jonathan Bernier

Lars Eller, un spécimen rare

L'invasion européenne du début des années 1990 a vu s'amener dans la LNH une multitude de joueurs russes, finlandais, suédois, tchèques et slovaques. Des athlètes issus de tous les pays nordiques de la planète.

SUITE PAGE 7



Malgré les critiques, les jeunes Québécois excellent

Alors que notre système d'éducation – et surtout sa réforme – font constamment l'objet de critiques acerbes, les jeunes Québécois continuent d'exceller en lecture, en sciences et en mathématiques, révèle une étude internationale. Une dichotomie que dénonce un regroupement de professeurs.



Dans une lettre envoyée aux médias jeudi et intitulée «Soyons fiers de notre système d'éducation!», 17 universitaires en provenance de Montréal, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Rimouski, de l'Ouataouais et de l'Abitibi tiennent à mettre en lumière l'excellence du système d'éducation québécois.

Selon eux, les Québécois devraient être fiers de leur système d'éducation. «Le Québec se classe dans le peloton de tête en ce qui concerne les résultats en mathématiques, en sciences et en lecture. Plus remarquable encore... le Québec est au premier rang dans le monde francophone, devant la France, la Belgique et la Suisse», écrivent-ils.

Les signataires font référence aux résultats du rapport PISA 2009, qui est basé sur une recherche menée par l'OCDE auprès de 470 000 élèves de 15 ans dans 65 pays. Les tests mesurent ce que les élèves peuvent accomplir avec leurs connaissances acquises.

Selon l'étude, les élèves québé-



Les jeunes Québécois continuent d'exceller en lecture, en sciences et en mathématiques, révèle une étude internationale. PHOTO D'ARCHIVES

cois occupent la première place au Canada en mathématiques, devant ceux de l'Alberta et de l'Ontario. En sciences, le Québec se situe dans la moyenne canadienne. Seul le rendement des Québécois en lecture a légèrement diminué, mais le résultat demeure supérieur à celui de la moyenne des pays participant à l'étude de l'OCDE.

«Pourquoi notre système d'éducation est-il si dénigré? Pourquoi avons-nous toujours cette tendance à n'y voir que le négatif? Pourquoi faut-il attendre des enquêtes internationales pour constater nos forces et nos compétences manifestes en matière d'éducation?», questionnent les professeurs.

Pro-réforme

Ceux-ci croient que les principes fondateurs de la réforme de 1995 ne doivent pas être jetés à la poubelle, même s'ils reconnaissent que les changements ont pu déstabiliser plusieurs travailleurs de

l'éducation et des parents d'élèves.

«N'ayant pas de réponses satisfaisantes à leurs questions, trop nombreux sont ceux qui réclament un retour aux «bonnes vieilles méthodes», écrivent-ils.

«Ces plaintes, ces récriminations, ces attaques à l'innovation ne peuvent que créer une dévalorisation du travail du personnel scolaire, professionnel de l'enseignement, qui mérite mieux surtout au regard de nos résultats internationaux.»

S'ils reconnaissent que ces critiques peuvent avoir un «effet stimulant sur le gouvernement», ils se questionnent sur les effets pervers qu'engendre le fait de dénigrer le système d'éducation québécois.

Contre le bulletin unique

Joint par Rue Frontenac, une des signataires, Louise Lafortune du département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières, est catégorique. «On est pour les orientations qu'avait

la réforme en 1995. Ce que le gouvernement actuel fait, c'est en train de dénaturer les actions et les orientations qu'on avait prises pour des raisons politiques et électoralistes.»

La lettre dénonce l'instauration d'un bulletin unique à toute la province et le retour du redoublement pour les élèves en difficulté. «En quoi ça aide les élèves à réussir?», questionne Louise Lafortune, qui remarque que le champion du monde de l'éducation, la Finlande, ne dispose pas d'un système de redoublement.

Les signataires, qui se présentent comme «des universitaires fiers de leur école compétente», dénoncent également l'argent dépensé pour mettre en place le bulletin unique. Ils préféreraient voir cet argent investi dans la recherche de moyens pour les élèves en difficulté.

«Ce choix est très discutable, surtout à la lumière des résultats de nos jeunes Québécois à l'échelle internationale», concluent-ils.

National a joué aux «espions» pour la SAAQ

Décidément, la firme National décroche de drôles de petits contrats juteux de la part d'organismes parapublics. Après un «discours» de 175 mots pour le ministre Clément Gignac qui a coûté 6 329 \$, la firme de relations publiques a touché 6 000 \$ de la part de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), cette fois pour aller «espionner» le Front commun motocycliste au Salon de la moto et du VTT de Québec!



L'affaire a provoqué des gorges chaudes à l'Assemblée nationale jeudi chez l'opposition. Le député péquiste Nicolas Girard a dit trouver «absolument renversant» qu'en février 2010, la SAAQ ait accordé un mandat de 6 000 \$ aux «espions en herbe» de la firme National pour surveiller les motocyclistes contestataires.

Les rires ont franchement éclaté lorsque Girard a lu des extraits du rapport de deux pages produit par National à la suite de cette «surveillance secrète».

La SAAQ a notamment appris que le Front commun motocycliste «a occupé une place importante au Salon de la moto et du VTT de Québec, mentionne le rapport. Ils donnent l'impression d'être organisés, documentés, et surtout très motivés».

«Chacun des membres du front commun a son propre kiosque, qui tous sont situés l'un à côté de l'autre, prend-on la peine de préciser. Dynamiques et agressifs dans leur approche envers les visiteurs, ils sont très visibles dans leur positionnement et la présentation de leur kiosque.»

Invité par le Parti québécois à expliquer cette dépense pour le moins inusité, le gouvernement n'a jamais répondu à la question. Le leader parlementaire Jean-Marc Fournier a plutôt parlé des contrats octroyés par les gouvernements péquistes à la firme National dans le passé.

Fournier n'a pu s'empêcher d'y aller d'un jab dans les côtes de Nicolas Girard en déclarant que «pour les questions d'espionnage, je vais laisser ça à Claude Morin».

Estomaqué

Néanmoins, la mission d'espionnage commandée par la SAAQ a provoqué toute une réaction chez le Front commun motocycliste, qui n'a rien détecté lors de son passage à ce salon de Québec au début de l'année.

«Nous sommes outrés et estomaqués! Bon sang, nous ne sommes pas Al-Qaïda!», lance Éric Lessard, porte-parole du Front commun motocycliste et vice-président exécutif d'une grande entreprise montréalaise.

«Je trouve incroyable que la SAAQ ait pu dépenser l'argent des contribuables pour des niaiseries pareilles. S'ils voulaient savoir ce que l'on faisait au salon, ils n'avaient qu'à venir nous le demander et on leur aurait répondu avec plaisir.»

Une partie appréciable des 5 000 motocyclistes québécois se sont regroupés pour protester lorsque la SAAQ a annoncé en 2007 que les primes d'assurance pour la conduite de moto connaîtraient des hausses salées.

À compter de 2007, les primes d'assurance des motocyclistes ont monté graduellement de 320 \$ à 627 \$ pour une moto régulière et à plus de 1 410 \$ pour un engin considéré à risque par la SAAQ.

À la Société de l'assurance automobile, on confirme qu'il y a bel et bien eu un contrat d'accordé à la firme National pour «visiter le

Salon de la moto» de février dernier. «Mais il ne s'agit pas d'espionnage», proteste François Rémillard, adjoint à la présidente de la SAAQ, Nathalie Tremblay.

La société a «voulu aller voir ce qui se passait (pour) tâter le pouls du message véhiculé par des groupes motocyclistes auprès de la population durant ce salon», concède tout de même Rémillard.

La firme National était la firme tout indiquée pour assurer «une forme d'anonymat et de neutralité pour des besoins ponctuels», selon lui.

L'adjoint de la présidente de la SAAQ soutient en outre que cette

«opération» n'a coûté que 2 304 \$ dollars, et non 6 000 \$ comme l'a prétendu le PQ.

François Rémillard rappelle qu'au début de 2010, «il s'installait au Québec un important mouvement de contestation motocycliste envers la SAAQ». Il relève qu'une série de manifestations de motocyclistes avait perturbé la circulation sur les autoroutes du Québec en 2009 et que les discussions étaient rompues entre eux et la société d'État.

En ce sens, soutient Rémillard, l'opération de «surveillance» au Salon de Québec a été utile pour relancer les discussions.

CARICATURE DU JOUR

MARC BEAUDET | beaudetm@ruefrontenac.com





Impasse dans les négos au Soleil

Les négociations à la rédaction et aux bureaux du quotidien Le Soleil sont dans un cul-de-sac en raison de l'intransigeance de la direction, soutiennent les syndicats, qui menacent de peser sur l'accélérateur des moyens de pression pour briser l'impasse.

Alain Bisson

bissona@ruefrontenac.com

«Si demain il ne se passe rien, nous n'aurons pas le choix d'aller plus loin», a déclaré Baptiste Ricard-Châtelain, journaliste et président du syndicat des employés de la rédaction, au cours d'un entretien avec Rue Frontenac.

«Nous avons l'impression qu'il n'existe pas de bonne solution autre que celle de l'employeur... Nous sommes dans un dialogue de sourds, nous faisons pourtant notre part», a

soutenu M. Ricard-Châtelain.

Il explique que les deux syndicats ont demandé l'intervention d'un conciliateur, il y a deux semaines, avec l'espoir qu'il parviendra à rapprocher les parties, mais les trois rencontres tenues jusqu'ici n'ont fait que confirmer le fossé qui les sépare.

M. Ricard-Châtelain indique que les négociations impliquant 200 employés ont débuté peu avant l'expiration de la précédente convention collective, en décembre 2009.

Un accord de principe est inter-

venu au début de l'automne sur les clauses normatives. Le ton de la direction du Soleil a cependant changé depuis qu'il est question d'horaire de travail et de salaires, soutient le président du syndicat.

Selon lui, les négociateurs patronaux veulent appliquer le MCI – mandat corporatif incontournable – sur ces questions, ce qui équivaut à une perte de pouvoir d'achat de 16,5% au bout de trois ans.

D'après M. Ricard-Châtelain, Le Soleil entend faire passer la semaine de travail de 32 à 35 heures et de quatre jours à cinq, sans rémunération supplémentaire, et également imposer un gel salarial de trois ans et soumettre les nouveaux employés à un régime de retraite moins avantageux.

«Le fameux MCI vient de la négociation à La Presse (les deux quotidiens appartiennent à Gesca), où l'entreprise prétendait perdre 2 M\$ par mois. Pourtant, Le Soleil n'est pas dans la même situation puisqu'il est rentable», avance-t-il.

Les syndicats disent avoir donné du leur au cours des trois dernières années pour réduire les coûts de l'entreprise, entre autres avec l'abolition d'une quarantaine de postes par attrition, dont plus d'une vingtaine à la rédaction, et d'avoir abordé l'actuelle négociation avec l'ouverture nécessaire pour trouver des solutions.

Les syndicats détiennent actuellement un mandat d'exercer des moyens de pression excluant la grève, et il ne semble pas pour l'instant question de le modifier. Une autre rencontre de conciliation est prévue vendredi matin.

Rue Frontenac a communiqué avec une des membres de comité de négociation patronal, Pascale Côté, mais elle n'a pas voulu faire de commentaires, arguant que les parties sont en conciliation.

L'éditeur du Soleil, Claude Gagnon, ne nous avait pas encore rappelé au moment de la mise en ligne de ce texte.

PROJET DE LOI Québec ouvre la porte aux logiciels libres

Le gouvernement du Québec est passé de la parole aux actes en déposant mercredi matin un projet de loi qui devrait resserrer la gestion de ses ressources informatiques et, d'autre part, ouvrir davantage la porte aux logiciels libres.

Jean-François Codère

coderejf@ruefrontenac.com

Le gouvernement du Québec est passé de la parole aux actes en déposant mercredi matin un projet de loi qui devrait resserrer la gestion de ses ressources informatiques et, d'autre part, ouvrir davantage la porte aux logiciels libres.

Le projet de loi 133, intitulé Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, a été présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, qui en avait dévoilé les grandes lignes la veille dans un discours prononcé en clô-

ture du Salon du logiciel libre.

Cette loi, qui vise essentiellement à modifier la structure décisionnelle du gouvernement, est accompagnée d'une politique-cadre énonçant, entre autres, des principes quant à l'utilisation de logiciels libres. On peut par exemple y lire que «le cinquième objectif du gouvernement est d'encourager l'utilisation du logiciel libre lorsque ce logiciel s'avère être le meilleur choix». Le document présente aussi une liste de pays qui non seulement mettent le logiciel libre sur un pied d'égalité avec les logiciels propriétaires dans leurs décisions, mais qui y accordent parfois même priorité.

Pour le président de l'Association professionnelle des entreprises en

logiciels libres (APELL), Cyrille Béraud, il s'agit d'un virage significatif pour le gouvernement.

M. Béraud y voit trois changements importants. «Premièrement, toutes les technologies en logiciel libre seront considérées lors d'appels d'offres, ce sera obligatoire. Deuxièmement, il y aura une table de concertation entre les organismes gouvernementaux et les représentants de l'industrie du logiciel libre. Mme Courchesne a livré un beau discours à ce sujet, où elle a bien identifié le problème et les résistances internes au changement.»

Mais le plus important, selon M. Béraud, sera le rapatriement au sein même du gouvernement d'une certaine expertise dans le domaine informatique. Au cours des dernières années, celui-ci a eu davantage tendance à se fier à l'expertise de firmes de consultants, CGI par exemple.

«C'est une vraie rupture idéologique. Pour nous, il faut des interlocuteurs valables. Là nous parlions avec des firmes dont le modèle d'affaires est lié au logiciel privatif, qui n'avaient pas le même objectif que le gouvernement. Pour elles, il faut que les projets durent un maximum de temps et qu'ils nécessitent un

maximum de logiciels.»

Supervision

Le projet de loi prévoit la nomination d'un Directeur principal de l'information en charge de la supervision de tous les projets informatiques gouvernementaux, y compris dans les réseaux de l'éducation et de la santé. Deux «dirigeants réseau de l'information» l'appuieront au sein de ces ministères en particulier et des «dirigeants sectoriels de l'information» devront être nommés dans chaque organisme.

La critique en matière de finances publiques de l'ADQ, François Bonnardel, voit dans ce projet de loi «l'aveu de l'échec des libéraux» à contrôler les coûts des projets informatiques. «Le gouvernement engloutit 2,6 milliards par année dans les projets informatiques, dont 1,3 milliard seulement pour la santé et l'éducation, et compte sur de nombreuses ressources en informatique dans chaque organisme, a-t-il déclaré par voie de communiqué. Mais malgré cela, les libéraux ont manqué de vision et ont pris des décisions douteuses, ce qui nous a menés à une impasse.



PÉTITION CONTRE CHAREST Paul Piché donne une chanson

Paul Piché a fait une sortie publique aujourd'hui, encourageant les citoyens du Québec à continuer de signer la pétition demandant la démission de Jean Charest. Pour ce faire, il offre à la population sa chanson *Jean Riant*, originalement parue sur son dernier album, *Sur ce côté de la Terre*.

Claude Giguère

giguerec@ruefrontenac.com

Paul Piché se désole des récentes tentatives de Jean Charest et de son entourage de relativiser l'importance de cette pétition. Rappelons que di-

manche dernier, le premier ministre du Québec était de passage à *Tout le monde en parle*. «Nous assistons à une grosse tournée de promotion pour tenter de le réhabiliter présentement» observe Paul Piché, rejoint au téléphone.

La solidarité, qu'ossa donne ?

Plus de quarante ans après avoir été un acteur important du vent de changement qui a soufflé sur le Québec des années 1960, Yvon Deschamps retourne sa veste. Lui qui dénonçait les abus du patronat dans l'un de ses numéros les plus célèbres n'a pas hésité à franchir une ligne de piquetage la semaine dernière.

Patrick Gauthier

gauthierp@ruefrontenac.com

Pendant que les 253 membres du Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal, en lock-out depuis bientôt 23 mois, tentaient de convaincre les Québécois de venir les appuyer dans leur lutte en participant à une grande marche de solidarité, l'humoriste leur crachait au visage en accordant une entrevue au Journal de Montréal.

Pire : il justifiait la perte de sa solidarité sociale qui, nous semblait-il, l'animait encore, en invoquant une autre solidarité, mercantile celle-là. « J'ai plutôt décidé d'être solidaire des artistes avec qui je travaille, qui ont besoin du Journal de Montréal », déclare-t-il.

Rappelons que dans une récente chronique, je disais pouvoir com-

prendre qu'un artiste fasse le service après-vente d'une création collective. Je pensais à un film, par exemple. Ou à une pièce de théâtre. Si le succès d'une œuvre collective repose sur les épaules d'une vedette, on peut comprendre que ladite vedette ne puisse faire porter les conséquences de sa conviction au reste de l'équipe.

Là, l'humoriste supporte une création narcissique, mettant en vedette un gars qui a fait fortune en faisant des pubs et mise en scène par quelqu'un qui a signé le plus gros spectacle de l'histoire du Cirque du Soleil. On ne parle pas d'artistes dans le besoin, mettons...

Équilibrées, les forces ?

Mais Deschamps va plus loin : le temps aurait équilibré les forces entre les travailleurs et les patrons et son célèbre monologue de 1968 - Les

Selon l'auteur-compositeur, il est important que les citoyens puissent faire valoir leur opinion en dehors du processus électoral. «Beaucoup de chroniqueurs ont opiné ces derniers temps, disant que ça n'a pas de bons sens une pétition comme ça, que les gens ont juste à voter aux quatre ans. Voyons donc! Entre les élections, les gens n'ont pas le droit de parler?» demande-t-il.

Mensonge politique

Dans *Jean Riant*, Paul Piché écorche Jean Charest, l'accusant de mentir à la population. «Il mentait en riant / Il riait la plupart du temps / Il mentait en riant / C'était Ti-Jean riant.»

Paul Piché ne dénonce pas un problème en particulier dans la gouvernance de Jean Charest et du gouvernement libéral, et il réitère ses accusations de manque de transparence. «Le problème, c'est l'ensem-

ble de son œuvre... Ce qui m'étonne, c'est son manque de parole. Ce n'est pas de la langue de bois, c'est du mensonge politique!» dit-il.

Bien qu'il dise préférer voir les gens se procurer la pièce *Jean Riant* par les canaux habituels, tel le site Itune, Paul Piché se dit prêt à ce que sa chanson circule librement, vu le thème abordé et l'importance qu'il lui accorde. «Elle circule déjà. Elle appartient à tout le monde.»

La pétition demandant la démission de Jean Charest a été mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale le 15 novembre dernier. Le Mouvement national citoyen du Québec en est l'initiateur, tandis que le député de Mercier de Québec Solidaire, Amir Khadir, en est le parrain. La date limite pour la signer est le 15 février 2011. En date du 9 décembre, près d'un quart de million de personnes ont signé la pétition.

unions, qu'ossa donne ? - n'aurait plus sa pertinence aujourd'hui. On se demande donc pourquoi le remonter, mais ça, c'est un autre sujet. Mais laissons la parole à l'humoriste : « (...) depuis tout ce temps, il y a eu un bon équilibre entre les ouvriers et le patronat. Ça n'aurait plus sa place, sauf pour le cas des pauvres femmes immigrantes dans les manufactures ou usines, qui se font encore exploiter, ces pauvres petites. C'est pour eux qu'il faut se battre. »

Heille, Yvon ! Le Québec est peut-être plus juste et égalitaire qu'il y a quarante ans, mais il y a encore beaucoup de chemin à faire avant d'arriver à un véritable équilibre des forces.

Chaque mois, l'assemblée du Conseil central du Montréal métropolitain reçoit par exemple des représentants de groupes communautaires venant en aide aux travailleurs immigrants, aux femmes en difficulté, aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail, aux étudiants qui tirent le diable par la queue... bref, aux plus poqués de notre société. Chaque jour, encore aujourd'hui, des patrons abusent de leurs travailleurs. Parfois ils sont pauvres. Parfois femmes. Parfois immigrants. Et, oui, parfois les trois.

La tête dans le sable

En octobre, une vingtaine de lock-outés du JdM étaient à Rimouski pour marcher pour les femmes. J'y

étais. La liste des combats toujours à faire est sidérante. Réduire l'ensemble de ces combats à celui pour libérer les « pauvres femmes immigrantes dans les manufactures », c'est au mieux se mettre la tête dans le sable, au pire faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle crasse.

Le mouvement syndical n'a pas la tête dans le sable et continue de se battre. Pour les immigrés. Pour les femmes. Pour les jeunes à qui on impose des clauses « orphelins » et pour les vieux qu'on harcèle vers la retraite, pour ensuite les forcer à reprendre une job de misère pour joindre les deux bouts...

Nous, les lock-outés du JdM, on se bat, oui, pour conserver nos conditions de travail, méritées. On se bat aussi pour la qualité de l'information, essentielle. Mais on se bat surtout pour empêcher un boss de mettre à la rue des femmes qui ont sacrifié 25, 30, 35 ans de leur vie pour ce journal. Des femmes qu'on a commencé à intimider deux ans avant le lock-out en les menaçant de déménager leur job en Ontario. On ne parle pas des mêmes choses, mais ce combat devrait interpeller, du moins un peu, un homme qui a consacré une partie de sa vie active à promouvoir Le Chaînon, qui vient en aide aux femmes en difficulté.



Barré: «Pascal est supérieur à tous les champions»

La WBA et la WBO, deux des quatre principales organisations à homologuer des combats de championnat du monde de boxe professionnelle, ont convenu de sanctionner un combat d'unification des ceintures mondiales des poids mi-lourds entre l'Allemand Juergen Braehmer (36-2-0) et Beibut Shumenov (10-1-1), du Kazakhstan, qui sera disputé le 7 janvier à Shymkent, au Kazakhstan.



Les deux autres tenants des titres mondiaux majeurs dans la division des 175 livres sont le Lavallois Jean Pascal (26-1-0) et l'Américain Tavoris Cloud (21-0-0), qui sont reconnus comme champions du monde par le WBC et l'IBF respectivement.

L'autre Québécois détenant un statut de champion du monde actuellement est le gaucher montréalais Lucian Bute (27-0-0), qui possède la ceinture des poids super moyens (168 livres) de l'IBF.

«J'applaudis la décision de la WBA et de la WBO de sanctionner un match d'unification de leurs ceintures des poids mi-lourds», affirme Bernard Barré, recruteur des boxeurs pour le groupe GYM.

«Les combats d'unification sont toujours palpitants et extrêmement significatifs pour l'avenir du gagnant. Ajoutez à cela que notre protégé, Jean Pascal, qui est champion du monde du WBC, tient mordicus à participer à des matchs d'unification des titres en 2011.

«Jean désire détenir les quatre ceintures majeures de la division des 175 livres. Lui, comme nous, portera très attention au résultat du combat du 7 janvier au Kazakhstan.»

Comment Barré compare-t-il Pas-



Jean Pascal est considéré comme l'un des meilleurs, sinon le meilleur, boxeurs de la planète chez les mi-lourds.

PHOTO D'ARCHIVES RUE FRONTENAC

cal à Cloud, Braehmer et Shumenov?

«Le Ring Magazine considère Jean comme le maître absolu de la division des 175 livres à l'heure actuelle, et l'évaluation est parfaite», souligne Barré.

«Jean est sans aucun doute le boxeur le plus rapide, le plus mobile et le plus complet de la division des mi-lourds. Des affrontements Pascal-Braehmer, Pascal-Cloud ou Pascal-Shumenov seraient quelque chose à voir.

«Braehmer est un gaucher qui cogne lourd, mais qui manque de vitesse et de ruse pour battre Pascal. Cloud est extrêmement fort physiquement, mais lui non plus n'a ni la vitesse, ni la ruse de Jean. Quant à Shumenov, je l'ai vu boxer chez les amateurs. Il avait repré-

senté le Kazakhstan aux Jeux olympiques d'Athènes en 2004. J'étais sur place. Il est très combatif, il lance énormément de coups à chaque round, mais il est trop prévisible pour dominer un boxeur aussi polyvalent que Pascal.

«Cependant, d'ajouter Barré, l'affrontement Braehmer-Shumenov promet. Braehmer va sûrement placer les coups les plus autoritaires, mais il va essayer des répliques constantes. Je vais tout faire pour essayer de voir ce combat à la télé européenne.»

Pascal a complété son entraînement

Quant à Pascal, il complétait jeudi après-midi son programme d'entraînement intensif à Miami en prévision de la quatrième défense de

son titre mondial du WBC, prévu pour le 18 décembre au Colisée Pepsi, à Québec, face au célèbre boxeur américain Bernard Hopkins (51-5-1).

Samedi matin, le comité de championnat du WBC ordonnera aux deux boxeurs de se pointer à un endroit précis pour la pré-pesée officielle, qui se tient toujours sept jours avant l'affrontement. Aucun ne pourra enregistrer un poids supérieur à 183,8 livres, soit un excédent de 5 % du poids limite de la division des mi-lourds.

Pascal sera pesé au Club MAA de Montréal, tandis que Hopkins le sera à Philadelphie.

La pesée officielle se tiendra le 17 décembre à Québec.

Lars Eller, un spécimen rare

L'invasion européenne du début des années 1990 a vu s'amener dans la LNH une multitude de joueurs russes, finlandais, suédois, tchèques et slovaques. Des athlètes issus de tous les pays nordiques de la planète.



À l'image de la Norvège, le Danemark, le plus petit des pays scandinaves, n'a jamais suivi ce courant. Dans toute l'histoire, seulement sept hockeyeurs originaires de ce pays ont joué dans la LNH.

« Chez nous, le hockey est le sport d'hiver le plus populaire. Malgré tout, ça demeure un loisir », explique Lars Eller.

À preuve, selon les données de la Fédération internationale de hockey sur glace, seulement 4058 des 5 515 000 Danois pratiquent le hockey sur glace dans une ligue organisée.

Il faut dire que l'influence maritime de la mer Baltique et de la mer du Nord, qui bordent toutes les deux ce pays voisin de la Suède, souffle sur lui un climat plutôt tempéré qui ne fait que très rarement descendre le mercure au-dessous de - 5 °C. Pas idéal pour faire geler les lacs et les patinoires extérieures.

Comment se fait-il alors que la recrue du Canadien, élevé dans un pays où le soccer et le handball sont rois, ait choisi de pratiquer ce sport d'hiver ?

« Ça s'est fait tout naturellement. La ville d'où je viens (Rodovre, en banlieue de Copenhague) a une bonne tradition de hockey. Et aussi loin que je me souviens, mon père a toujours joué au hockey ou entraîné des équipes de hockey. Mes deux

frères aînés sont également mordus de ce sport. Nous étions toujours sur la glace », raconte le jeune homme de 21 ans.

Cependant, il ne faut pas s'éloigner bien loin de cette région pour voir la popularité du hockey décroître. Cinq des six joueurs danois qui jouent présentement dans le circuit Bettman ont grandi dans un rayon de 20 km de la capitale, Copenhague. Idem pour la ligue élite de ce pays, où trois des huit équipes sont à 15 minutes l'une de l'autre.

Une nouvelle ère

Eller garde bon espoir de voir son sport gagner de plus en plus d'adeptes dans son pays d'origine.

Il note que le hockey connaît une nouvelle vague de popularité depuis 2003. Cette année-là, lors du Championnat du monde, le Danemark avait créé toute une surprise en battant les États-Unis 5 à 2 en ronde préliminaire, avant de livrer un match nul de 2 à 2 face au Canada en ronde de qualification.

« C'était énorme. Nous étions tellement fiers. Face à ces deux puissances, personne n'aurait osé prétendre qu'il était réaliste de seulement penser à disputer un match serré, se souvient-il. Cette performance a marqué le début d'une nouvelle ère pour le hockey danois. »

Depuis, le Danemark n'a jamais quitté le groupe élite, allant même jusqu'à terminer au huitième rang le printemps dernier, tout juste derrière le Canada. Pour Eller, qui faisait partie de cette équipe, ce résultat, le meilleur de l'histoire du pays, a permis à ses compatriotes et à lui de gagner en confiance.

« Nous n'arriverons peut-être jamais à atteindre le même niveau que le Canada, la Russie, la Suède ou la Finlande. Mais, au moins,



PHOTO ARCHIVES REUTERS

nous savons que nous pouvons rivaliser face à des pays comme la Suisse, la Biélorussie, la Lettonie et l'Allemagne », soutient-il.

Ulf Dahlen, le dur

« Le gros problème, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de patinoires. De plus, c'est un sport qui coûte cher, particulièrement du point de vue de l'équipement. Conséquent, c'est le calibre de jeu qui en souffre », mentionne Eller, qui a d'ailleurs dû s'expatrier en Suède, à Göteborg, pour poursuivre son développement chez les juniors.

De l'équipe junior du Frolunda HC, Eller est passé à l'équipe senior, avec qui il a joué l'équiva-

lent d'une saison et demie. L'équipe était alors dirigée par Ulf Dahlen, choix de première ronde des Rangers en 1985, qui a joué tout près de 1000 matchs au sein de différentes équipes dans la LNH.

« Je le trouvais vraiment dur. Il me faisait jouer au sein du quatrième trio. J'ai dû travailler dur pour mériter une place sur les deux premiers trios et en supériorité numérique. Aujourd'hui, je considère que ça m'a bien préparé pour la LNH », mentionne-t-il.

D'autant plus que Jacques Martin semble avoir adopté la même approche avec lui.



P.K. à l'école de la vie

Lorsque le capitaine des Flyers, Mike Richards, a déclaré que P.K. Subban rencontrerait son homme un jour, le jeune défenseur ne s'attendait sûrement pas à ce que cette opposition vienne de sa propre équipe.

Subban n'est plus de la formation active du Canadien depuis qu'il a commis une erreur dans une défaite contre les Oilers d'Edmonton.

Mais pour être au purgatoire aussi longtemps, il est logique de penser que sa pénitence n'est pas reliée à ce seul incident.

Manifestement, la marmite bouillait depuis un certain temps.

L'épisode auquel on fait référence a fait sauter le couvercle. La suite des événements a démontré que le jeune homme ne faisait pas que déranger Richards et sa bande ou tout autre adversaire.

Quand des coéquipiers commentent...

Normalement, les joueurs s'abstiennent rigoureusement de commenter publiquement la situation d'un coéquipier évincé de la formation. Or, certains n'ont pas hésité à transgresser cette loi dans le cas de Subban.

Lorsque Jacques Martin a reproché à certains joueurs d'avoir fait montre d'individualisme après le match contre les Oilers, il visait particulièrement Subban. Des voix sont venues s'ajouter à la sienne.

Josh Gorges a dit que Subban devait rentrer dans le rang.

Le partenaire de jeu de Subban, Alexandre Picard, a été plus précis en indiquant que son coéquipier avait étiré sa présence sur la glace à 1 minute 30 secondes quand il a fait cette bétise qui a permis aux Oilers de créer l'égalité durant une infériorité numérique.

Pas une question de jalousie

Le traitement réservé à Subban fait évidemment jaser dans les

chaumières. Il s'en trouve pour dire que la direction du Canadien n'a jamais su comment faire avec les jeunes joueurs. D'autres interprètent la réaction des joueurs comme un signe de jalousie à l'endroit de Subban.

Dans ce cas-ci, la vérité est que Martin et ses joueurs veulent que Subban respecte le concept qui permet à l'équipe de gagner régulièrement depuis le début de la saison.

Carey Price connaît à ne pas en douter les plus beaux moments de sa carrière, mais le Tricolore joue comme il ne l'avait pas fait depuis des lustres. Ses succès reposent sur un système collectif bien rodé.

Les joueurs ont compris qu'ils peuvent gagner en jouant de cette façon. Ils ont adhéré au système de l'entraîneur et comme ça fonctionne, ils ne veulent pas que ça change.

Si une équipe comme les Penguins de Pittsburgh a resserré sa défense cette saison (ils sont montés du 20e au 2e rang!), le Canadien a encore plus intérêt à le faire en l'absence d'un Sidney Crosby dans ses troupes.



P.K. Subban reçoit une leçon d'humilité.

PHOTO D'ARCHIVES PASCAL RATTHÉ

Boucher l'a mis aussi à sa place

Cela dit, Subban n'est pas une pomme pourrie. Au contraire, il possède un charisme fou! Par contre, il doit apprendre à contrôler son enthousiasme et ses émotions.

La saison dernière à Hamilton, Guy Boucher a jugé à propos de le mettre au pas à quelques reprises. Il l'a laissé de côté pour un match tôt dans la saison et l'a expulsé d'une séance d'entraînement en janvier. Il ne cache pas avoir eu des discussions corsées avec lui.

Subban venait à peine de se joindre au Canadien dans les séries éliminatoires que Mike Cammalleri l'appelait «Prime Time», surnom qui se prête à deux définitions.

Plusieurs joueurs, dont Mathieu Darche, ont raconté à cette époque que Subban avait parfois besoin de se faire donner des petites leçons d'humilité dans des sorties de groupe. Ce n'était pas dit méchamment, mais ça voulait dire ce que ça voulait dire.

Subban n'est pas le premier joueur à passer par là et il y en aura d'autres. Il a juste besoin d'être guidé un peu. Il va s'épanouir et devenir le grand joueur qu'on voit en lui.

Pour le moment, il est à l'école de la vie.